



N° 460 SAMEDI 29 NOVEMBRE 2025

MACRON ET LECORNU, C'EST LA CHIENLIT !

DÉFAITE HISTORIQUE

C'est une première dans l'histoire de la 5^{ème} République : les députés par 404 voix* contre, 84 abstentions et une seule voix pour, ont rejeté la partie recette du budget 2026, et donc le projet de loi de finances 2026. Un seul député a voté « pour », le député d'Eure-et-Loir Harold Huwart (groupe Liot) ; ses électeurs apprécieront !

Le budget Macron-Lecornu ne tient donc plus qu'à une seule voix à l'Assemblée. Après avoir refusé le verdict des urnes de 2024, ce tandem s'obstine à gouverner comme si de rien n'était, multipliant les projets austéritaires et injustes que plus personne ne veut voter. C'est un désaveu politique massif. Le macronisme agonise. Lecornu n'aura réussi qu'à s'aliéner son propre camp sans engranger le moindre soutien. Mais il s'accroche à son fauteuil de Matignon en invoquant des "groupes de travail" et des compromis introuvables et refuse toute concession réelle sur la taxation des ultra-riches ou des multinationales.

Le silence autour des milliards d'argent public donnés aux grandes entreprises est enfin brisé. Le pillage à grande échelle des caisses publiques au service exclusif des grands groupes et de leurs actionnaires et propriétaires est devenu insupportable pour des millions de Français écrasés par la précarité, le chômage, les bas salaires, la dégradation de la protection sociale et des services publics. Avec le rejet de la partie recettes, l'ensemble de la copie budgétaire du gouvernement est désormais envoyé aux sénateurs, mais dans sa version initiale. Rien n'est encore joué, car le débat budgétaire durera jusqu'à mi-décembre. Le 2 décembre, partout en France, on se mobilise. A Chaumont, rendez-vous à 17h devant la Préfecture contre l'austérité de Macron-Lecornu.

Marie-Rose Patelli

* 404 votes contre... 404 c'est « **ERROR 404 Not Found** » qui apparaît sur nos ordinateurs lorsqu'un serveur web ne peut pas trouver la ressource demandée. Une bonne définition de la Macronie !

GAZASTOPGÉNOCIDE

En raison de la manifestation nationale pour exiger la fin du génocide et la justice pour le peuple palestinien qui a lieu samedi 29 novembre à Paris, il n'y aura pas de rassemblement place de l'hôtel de ville à Chaumont. **PROCHAIN RENDEZ-VOUS SAMEDI 6 DÉCEMBRE.**

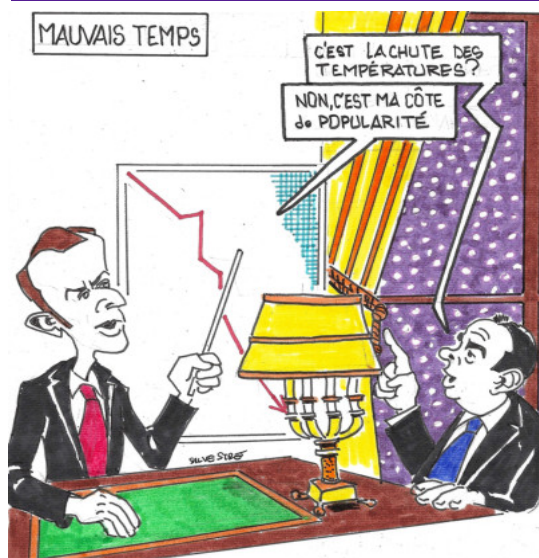


PAGE 2 MÉFIONS-NOUS DES
SONDAGES ■ L'ORDRE DES MÉDECINS AU
CHEVET DU NOUVEL HÔPITAL ■ UNE GARE
À GUICHETS FERMÉS ■

PAGE 3 HAUTE-MARNE, DÉSERTS
MÉDICAUX UN LÉGER MIEUX ■ NOUS NE
VOULONS PLUS DE GUERRE ! ■

PAGE 4 PARC AUX DAIMS : 50
MILLIONS D'EUROS GASPILLÉS ■ SARKOZY
A OSÉ ■ CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ■
UN FILM À VOIR, ABSOLUMENT ■

UN DESSIN DE SYLVESTRE



MÉFIONS-NOUS DES SONDAGES PLUTÔT QUE DES MUSULMANS

La fachosphère est en boucle, mais aussi nombre de médias de droite et du centre, depuis qu'un sondage aurait montré que 46 % des musulmans de France seraient favorables à l'application de la charia dans notre beau pays. Ainsi, lorsque nous croisons un musulman, nous aurions presque un risque sur deux de tomber sur un islamiste. Ce qui est évidemment faux. Mais ça n'a pas empêché même Patrick Cohen, éditorialiste de France Inter, de tomber dans le panneau. Etant juste un peu plus mesuré que les autres, il s'est contenté de dire «un sur trois».

En réalité, comme le montre Médiapart, beaucoup d'éléments sont sujets à caution dans cette affaire.

Tout d'abord, ce sondage a été commandé à l'IFOP par un mensuel quasi inconnu : «Ecran de veille». Celui-ci dispose cependant de moyens importants, mais il est impossible de connaître les actionnaires de la société qui l'édite. On sait seulement que son directeur a travaillé pour les Emirats Arabes Unis.

Ensuite, on s'aperçoit qu'il y a supercherie entre la manière dont sont posées les questions et l'interprétation des résultats.

On notera que jamais le mot «charia» n'a été prononcé dans les questions. On a demandé aux sondés s'ils souhaitaient que la loi musulmane soit appliquée en France. 15 % ont répondu oui, 47 % ont répondu non, 7 % n'ont pas voulu ou pas su répondre et 31 % ont dit

qu'en partie elle pourrait s'appliquer en l'adaptant aux règles du pays. Ce sont ces 31 qu'on a ajouté aux 15 pour affirmer que 46 % étaient favorables à la charia.

Mais c'est tout l'inverse. Ces 31 % sont clairement pour une modification de la loi musulmane afin qu'elle soit compatible avec la loi française. Peut-être espèrent-ils en retour un assouplissement de nos règles sur le voile par exemple. Mais en aucun cas, ils ne veulent imposer quoi que ce soit.

De fait, il faudrait donc les ajouter au 47 % d'opposants fermes, pour affirmer plus justement que 78 % des musulmans ne veulent pas que la charia soit appliquée en France. Par ailleurs, pour les 15 % favorables, rien n'a été expliqué de ce que peut être la «loi musulmane». Y inclut-on par exemple l'idée qu'il faut couper la main du voleur ? Ça aurait certainement mérité d'être précisé.

Tout le reste du sondage est à l'avenant. Médiapart montre bien en quoi les questions sont imprécises et comment l'interprétation des réponses est biaisée.

Si ce sondage a un mérite, c'est surtout celui de mettre la lumière sur les médias racistes et islamophobes de notre pays, qui sont toujours prompts à promouvoir une guerre (un djihad ?) contre les Français musulmans. Et là, pas besoin de sondage pour connaître leurs coupables intentions.

Lionel Thomassin

CHAUMONT : UNE GARE À GUICHETS FERMÉS ?

Les fermetures de postes dans les services publics entraînent leur désertification et nous obligent à nous tourner vers des machines.

Dernières suppressions en date, trois postes aux guichets de la gare de Chaumont, ce qui va entraîner un rétrécissement de leurs horaires d'ouverture et leur fermeture les weekends. Nous devons utiliser les automates pour prendre un billet et avoir une carte bleue pour le payer. Fin du service public, personne vers qui se tourner quand on s'interroge sur les possibilités d'effectuer un trajet complexe, et fin d'une présence humaine, gage du sentiment de sécurité.

Vendredi 28 novembre, la CGT Grand Est a appelé à une journée d'action pour stopper la casse de nos services publics et dénoncer la fermeture des guichets SNCF sur tout le territoire. Nous dénonçons avec elle ces attaques qui fragilisent l'accès aux droits, aggravent les inégalités territoriales et menacent l'avenir du service public ferroviaire.

Adriana Fernandez

> Chaumont

L'ORDRE DES MÉDECINS AU CHEVET DU NOUVEL HÔPITAL

Lors d'une réunion relatée dans le Jhm du 21 novembre, le conseil de l'Ordre s'est exprimé sur la présentation du nouvel hôpital de Chaumont en déplorant l'absence de l'architecte, preuve s'il en était besoin que ce projet a eu et a encore bien du mal à mettre autour d'une même table certains acteurs incontournables.

L'aveu maladroit ou volontaire du conseil de l'Ordre « *on n'est plus là pour détricoter...* » témoigne de l'état d'esprit d'une partie du corps médical lors de la construction de ce projet, état d'esprit orchestré par Egalité Santé et attisé par le RN, qui a nui à de réelles analyses et critiques en vue de son amélioration et fait perdre un temps inestimable à une vraie mobilisation.

Le conseil de l'Ordre s'inscrit donc résolument dans l'avenir et entend consacrer son énergie et ses compétences à l'analyse et aux critiques positives, dont acte. D'emblée la distorsion entre le budget annoncé de 110M€ et celui de 129M€ présenté en conseil de surveillance pose question, ainsi que l'amputation ou l'inadéquation de certains éléments majeurs détaillés dans l'Affranchi du 21 novembre : le circuit du patient, l'imagerie et la médecine nucléaire, la médecine ambulatoire et les soins palliatifs, le plateau de consultations, l'organisation des étages, le plateau de MPR, la largeur de certains couloirs.

Ces remarques ont fait l'objet d'une lettre adressée au directeur du CHU de Dijon, demandant également « que la parole des soignants et des usagers soit enfin pleinement entendue, ce qui n'a été jusqu'à présent que trop peu le cas ».

Si l'on ajoute à ces éléments constructifs le fait que pratiquement pour la première fois, « la prise en compte de la chirurgie privée au sein de l'hôpital public » est évoquée, que le docteur Dupont regrette qu'on « n'entende jamais Elsan sur la chirurgie, et que le secteur public est également concerné par les questions d'argent », on semble entrer dans des postures autrement motivantes, constructives, inscrites dans la réalité, que nous ne manquerons pas de suivre.

Louis Laprade

NOUS NE VOULONS PLUS DE GUERRE !

Comme beaucoup de Français, j'ai entendu, horrifié, l'allocution du général Mandon devant les maires de France, appelant à *sacrifier nos enfants* et à *souffrir économiquement*. Machiavel disait : « *un leader faible* (Macron est à 11%) *rêve de se transformer en chef de guerre (...), pour maintenir un peuple dans l'obéissance et le silence, inventez-lui un ennemi, faites-lui peur, et dénoncez ceux qui veulent la paix* ». Macron a toujours eu une rhétorique guerrière, notamment durant le Covid.

Qui pourrait croire que ce général n'avait pas l'aval du Président de la République ! Était-ce le rôle de ce chef d'état-major des Armées ? Le général outrepassa son rôle, le devoir de réserve s'impose à tous les militaires. Le président de la République, seul chef des armées, doit le rappeler à l'ordre. En République, l'autorité militaire est strictement subordonnée au pouvoir politique (sinon c'est une dictature militaire, mais pas une démocratie). Les chefs militaires sont là exclusivement pour conseiller et non pour prendre les décisions à la place des politiques.

Le général Mandon a poursuivi en expliquant que la France serait prête dans 3 ou 4 ans. Ce qui est une grave erreur. La France est prête : sa doctrine de défense est basée sur la dissuasion nucléaire. Et de potentiels agresseurs ne doivent pas en douter.

Aucune guerre n'est inéluctable tant que l'on n'a pas épuisé toutes les démarches diplomatiques. La France est membre du Conseil de sécurité de l'ONU, elle doit donc être une puissance de paix au lieu de tenir des discours alarmants et anxiogènes pour les nouvelles générations. Le rêve inconscient de Macron serait-il : Si le pays est en guerre, il n'y aura pas d'élections présidentielles en 2027 ? Terminons par ce texte de Boris Vian (adapté pour la circonstance) qui avait été censuré à l'époque.

« *Monsieur le Président
Nous ne sacrifierons pas nos enfants pour faire la guerre
Ils ne sont pas sur terre/Pour tuer des pauvres gens (...)*

*Monsieur le Président
S'il faut donner son sang/Allez donner le vôtre
Vous êtes bon apôtre (...)*

Pascal Pruvot

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à Arlette, Chantal, Jean-Pierre, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Jean, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Jean-François, André, Patricia, Alain, Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric, Marylène, Pierre, Gérard, Michel, Mireille, Lionel, Maurice, Marie-Christine, Christian, Anne-Marie, Richard et Josette, Anne-Marie, Francis et Christine, Gillette et Jean-Claude, Claudine, Jeanne, Liliane, Séverine, Patrice, Hervé, Marie-Thérèse, André et Josette, Claire, Marinette, Jean-Claude, Luc, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Ludmilla, Michèle, Jean-Louis, Josette, Pierre, Liliane, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Josiane, Hervé, Christian, Luc, Rachel, Christine, Michel, Josiane, François, Jean-Jules et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : Prénom :
Verse.....euros
Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraités de Chaumont

> Haute-Marne

DÉSERTS MÉDICAUX UN LÉGER MIEUX...

L'événement méritait bien une pleine page dans le quotidien local pour annoncer la mise en service par le département des cabinets médicaux mobiles et les mesures de l'ARS pour lutter contre les déserts médicaux.

Tout ce qui aide à lutter contre les déserts médicaux est bienvenu.

De son côté, le délégué territorial de l'ARS, Iskander Samaan déclare qu'une quinzaine de médecins se sont portés volontaires pour venir consulter deux jours par mois en Haute-Marne. Une autre mesure anti déserts-médicaux est avancée par le délégué territorial : accueillir et tenter de garder les médecins juniors qui doivent faire deux stages de six mois en fin de formation.

Autant de décisions concrètes qui montrent que la Haute-Marne souffre d'un manque chronique de médecins généralistes et spécialisés. Une situation dénoncée avec force par les syndicats de retraités qui avaient lancé une pétition, il y a plusieurs années, et rencontré les élus locaux, départementaux et les représentants de l'État pour leur faire part de leur mécontentement.

Ne soyons pas trop candides. La politique de casse du service public de santé et de la sécurité sociale est inscrite dans le projet de budget 2026. Des coupes sombres y sont programmées et les sénateurs qui en discutent actuellement veulent encore aggraver les mesures déjà draconiennes qui concernent surtout les assurés sociaux. Les sénateurs Nédélec et Sido semblent s'en donner à cœur joie...

Dans leur pétition, les syndicats de retraités dénonçaient l'État qui a laissé se développer des concentrations de médecins dans certains territoires et des déserts dans d'autres, comme chez nous en Haute-Marne, et exigeaient une meilleure répartition de ces professionnels. Des propositions qui restent d'une actualité brûlante et qui, d'une certaine façon, se trouvent confortées par les initiatives prises par le département et l'ARS.

**Richard
Vaillant**



Affiche de notre syndicat pour la pétition contre les déserts médicaux...

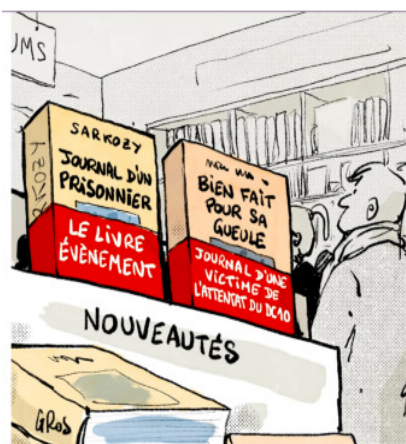
SARKOZY A OSÉ !

Deux semaines après une incarcération qui n'aura duré que 20 jours malgré une condamnation de 5 ans pour association de malfaiteurs, Sarkozy annonce la sortie d'un livre sur sa détention. Plus rapide que Speedy Gonzalès, « Arriba, arriba, j'ai écrit un livre » ou plutôt un **prête-plume**, comme disent nos cousins québécois, l'a écrit pour lui, à moins qu'il n'ait fait appel à ChatGpt.

C'est l'indécence sans filtre qui caractérise les riches et les privilégiés de notre temps, dans la veine du soutien politique et de classe dont il a bénéficié durant son procès et sa condamnation. Le titre est éloquent « *Le journal d'un prisonnier* », donc tombé aux mains de l'ennemi et non condamné par la justice de son pays. De quoi pourra-t-il témoigner, lui qui a eu des conditions de détention honteusement privilégiées et une libération anticipée expresse ? Des prisons surchargées, de la violence, des dépressions et suicides, de la promiscuité ? Bien sûr que non, il paraît qu'il parlera de yaourts et de murs gris, une tragédie existentielle, et fera les plateaux "littéraires" de Salamé, Praud ou Duhamel. Lui rappelleront-ils ses propositions de candidat sur le laxisme de la justice, *qu'un condamné ne puisse bénéficier d'une mise en liberté conditionnelle avant qu'il ait effectué les deux tiers de sa peine* ?

C'est d'une vulgarité obscène que de penser être identifié à ces présidents qui ont fait de leur détention une arme pour affermir leur stature politique : Nelson Mandela, revenu plus fort de vingt-sept ans de prison pour défier l'apartheid, Ignacio Lula, dix-neuf mois d'enfermement politique et de nouveau au service du Brésil, José Mujica, quatorze ans de geôle militaire, devenu le président le plus humble du monde. Non, Sarkozy, c'est plutôt de la détrempe de Trump ou Bolsonaro.

Louis Laprade



> Châteauvillain

PARC AUX DAIMS : 50 MILLIONS D'EUROS GASPILLÉS

Le parc aux daims fut acheté en 1988 avec les deniers des habitants de Châteauvillain et de ses communes associées. Cédé en 2004 au Conseil général, dirigé à l'époque par M. Sido, il devait y abriter un projet de résidence hôtelière dénommé plus tard « Animal Explora ». 50 ha du parc furent donc vendus pour 400 000€ par la commune pour ces constructions et les 222 ha restants mis à disposition du Conseil général pour 0 euros pendant 90 ans. Il promettait, au départ, d'accueillir 250 000 visiteurs par an et de créer 400 emplois. Dans un département qui perd plus de 1000 habitants par an, ça pouvait faire rêver !

21 ans plus tard, le parc retourne donc dans le giron de la commune qui doit racheter ses 50 ha et cette petite folie qui a mûri dans la tête de quelques élus mégalos tombe à l'eau. Mais cela a coûté aux contribuables haut-marnais la bagatelle de plus de 50 millions d'euros en travaux, études, responsables de projets, etc... Un gâchis financier insupportable quand, par exemple, les communes associées de Châteauvillain attendent depuis des années des travaux d'assainissement. Par contre, dans le parc, les daims (enfin ce qu'il en reste) ont tous les réseaux et l'assainissement ! Il est grand temps que la population demande des comptes à ceux qui gaspillent l'argent public tant au plan local que national !

Marie-Rose Patelli

22 NOVEMBRE 2025 CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES, SEXUELLES ET DE GENRE

En France, chaque jour, plus de trois femmes sont victimes de féminicide ou de tentative de féminicide conjugal. Au total, cela a concerné 1 283 femmes l'an dernier, contre 1 196 en 2023, selon le rapport de la Mission interministérielle pour la protection des femmes (Miprof). À travers ces chiffres, toujours la même réalité glaçante : des femmes continuent de mourir en raison de leur genre.

La lutte pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ne se satisfera pas d'une journée internationale. La mise en œuvre de politiques publiques courageuses, dotées de moyens humains et financiers, là où l'État continue de se défausser sur un tissu associatif exsangue, est indispensable...



LE FILM LE PLUS IMPORTANT DE LA DÉCENNIE



UN FILM DE KAOUTHER BEN HANIA.

29 janvier 2024. Les bénévoles du Croissant-Rouge reçoivent un appel d'urgence. Une fillette de six ans est piégée dans une voiture sous les tirs à Gaza et implore qu'on vienne la secourir. Tout en essayant de la garder en ligne, ils font tout leur possible pour lui envoyer une ambulance. Elle s'appelait Hind Rajab.

